

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine



ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la				
CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000	Adresser les demandes d'abonnement au Chef du	La ligne décomposée en corps 8 de
voie aérienne . . .	18.000	29.000	Service des Journaux officiels de la République	62 lettres ou signes, interlignes et
Etranger : France et pays extérieurs			de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan,	blancs compris 1.750 francs
communs : voie ordinaire . . .	15.000	25.000	BCEAO A 0005 0002.	Pour chaque annonce répétée, la ligne . . 1.000 francs
voie aérienne . . .	20.000	40.000		Il n'est jamais compté moins de
Autres pays : voie ordinaire . . .	15.000	25.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés	10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs
voie aérienne . . .	21.000	42.000	d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	
Prix du numéro de l'année courante . . .		800	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu
au-delà du cinquième exemplaire . . .		500	des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant	en plus du prix du numéro les frais de timbre et de
Prix du numéro d'une année antérieure . . .		1.000	la date de parution du J.O.	légalisation en vigueur.
Prix du numéro légalisé		1.200		
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2008 ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2008		
23 jan.	Décret n° 2008-06 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Radio-diffusion Télévision Ivoirienne (RTI).	86
23 jan.	Décret n° 2008-07 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPECI).	86

2008 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2005		
18 oct.	Arrêté n° 356 MEMEF. DGTCP. DT. portant agrément de la Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier.	87
2007		
31 juil.	Décision d'attente n° 117 MEF. CAB. portant nomination d'un inspecteur général adjoint des Finances du ministère de l'Économie et des Finances.	87
1 ^{er} août.	Arrêté n° 241 MEF. CAB. portant création et organisation du Comité de Suivi financier du Programme de sortie de crise.	88
10 déc.	Arrêté n° 669 MEF. CAB. portant prorogation du mandat de l'Administrateur provisoire de Versus Bank, M. KONE Fernand Mamadou.	88

10 déc.	Arrêté n° 670 MEF. CAB. portant prorogation du mandat du Comité de Suivi de l'Administration provisoire de Versus Bank.	89
--------------	---	----

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

2007

25 oct.	Décision n° 41 MIPARH. CAB. portant nomination de M. DABA Alagnon Joseph mle 142 308-M ingénieur des Techniques agricoles option Elevage en qualité de chef du Centre d'Apprentissage de Perfectionnement et de Production (CAPP) de Bingerville.	89
--------------	---	----

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

7 déc.	Arrêté n° 07- 04 MCUH. DDU. SDADBD. KKN. portant radiation de la clause d'affectation à « usage exclusivement agricole » des parcelles de terrain de 120 000 et 113 490 mètres carrés sises à Abidjan route Grand Bassam (titres fonciers n° 9218 et 9219 de Bingerville).	89
-------------	--	----

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS

13 juin	Décret n° 2007-508 portant organisation du ministère de la Jeunesse, du sport et des Loisirs.	90
--------------	---	----

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES

10 oct.	Arrêté n° 294 MFFAS. CAB. portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Cellule Genre du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.	95
--------------	--	----

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces.

96

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2008-06 du 23 janvier 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Communication ;

Vu la Constitution ;

Vu l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;

Vu la loi n° 97-520 du 4 septembre 1997 relative aux sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n° 2004-644 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la Communication audiovisuelle ;

Vu le décret n° 93-225 du 10 février 1993 portant création d'une société d'économie mixte de type particulier dénommée « Radiodiffusion Télévision Ivoirienne » en abrégé RTI, tel que modifié par le décret n° 94-148 du 17 mars 1994 ;

Vu le décret n° 2003-389 du 16 octobre 2003 portant transformation de la société d'économie mixte de type particulier dénommée Radiodiffusion Télévision Ivoirienne, en société anonyme ;

Vu le décret n° 2006-400 du 28 novembre 2006 portant dissolution du Conseil d'Administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-509 du 13 juin 2007 portant organisation du ministère de la Communication ;

Vu l'urgence,

DECRETE :

Article premier. – Sont nommés en qualité de membres d'Administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) :

– M. COULIBALY Delinpelna Gervais, conseiller spécial, représentant le Président de la République ;

– M. KONIN Sylvestre, directeur de publication, représentant l'Assemblée nationale ;

– M. LOBOGNON Alain Michel, conseiller spécial, représentant le Premier Ministre ;

– M. GUIE Koffi Honoré, représentant le ministre de la Communication ;

– M. KOUAME Yao Bernard, administrateur des services financiers, chef de Cabinet, représentant le ministre de l'Economie et des Finances ;

– M. GBEHI Tomé, conseiller technique, représentant le ministre de l'Education nationale ;

– M. BOLLOU Bi Djehiffé Désiré, directeur général du Travail, représentant le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi ;

– Mme APPIA Kouassi Ahou Sophie, directeur de Cabinet, représentant le ministre de la Culture et de la Francophonie ;

– M. KARAMOKO Cheick Mohamed, conseiller technique, représentant le ministre des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;

– M. AKA N'Goran, chef du service Communication, représentant le ministre de la Défense ;

– M. TANOHO Kouacou, représentant le personnel de la RTI ;

– M. N'GORAN N'Da, représentant les associations de consommateurs.

Art. 2. – Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 3. – Le ministre de la Communication et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 23 janvier 2008.

Laurent GBAGBO.

DECRET n° 2008-07 du 23 janvier 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Communication ;

Vu la Constitution ;

Vu l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;

Vu la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des Sociétés d'Etat ;

Vu la loi n° 2004-643 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la Presse ;

Vu le décret n° 93-780 du 29 septembre 1993 portant création d'une société d'Etat dénommée Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire, en abrégé SNPECI tel que modifié par le décret n° 94-149 du 17 mars 1994 ;

Vu le décret n° 2006-398 du 26 novembre 2006 abrogeant le décret n° 2004-473 du 9 septembre 2004 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-509 du 13 juin 2007 portant organisation du ministère de la Communication ;

Vu l'urgence,

DECRETE :

Article premier. – Sont nommés en qualité de membres du Conseil d'Administration de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPECI) :

– M. MEITE Sindou, conseiller spécial, représentant le Premier Ministre ;

– Mme ZUNON Kipré Viviane, ancienne directrice générale de la CNPS et M. ANOMA-KANIE Léandre, directeur de Cabinet, représentant le ministre de la Communication ;

– M. KOUASSI Kouman, administrateur des services financiers, conseiller technique, représentant le ministre de l'Economie et des Finances ;

– Mme ESSIS-TOME Hortense, directeur de Cabinet, représentant le ministre de l'Éducation nationale ;

– M. COULIBALY Dramane, conseiller technique, représentant le ministre des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;

– M. DOUE Taï Daniel Clément, directeur de l'Administration publique, représentant le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi ;

– M. EHOUNOU Messou Roger, conseiller technique, représentant le ministre de la Culture et de la Francophonie.

Art. 2. – Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 3. – Le ministre de la Communication et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 23 janvier 2008.

Laurent GBAGBO.

ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

2005

ARRETE n° 356 MEMEF. DGTCP. DT. du 18 octobre 2005 portant agrément de la Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier.

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine ;

Vu la loi n° 96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions mutualistes ou coopératives d'Épargne et de Crédit ;

Vu le décret n° 97-37 du 22 janvier 1997 portant application de la loi n° 96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions mutualistes ou coopératives d'Épargne et de Crédit ;

Vu le décret n° 2001-210 du 4 mai 2001 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances et l'ensemble des textes qu'il modifie ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale et l'ensemble des textes qu'il modifie ;

Vu l'arrêté n° 1062 du 26 décembre 1997 portant organisation de la Direction du Trésor et fixant ses attributions ;

Vu l'avis favorable de la Commission nationale pour la Microfinance (CNM) en sa 20^e session du 12 juillet 2005 ;

Vu la requête de la Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier,

ARRETE :

Article premier. – Pour compter de la date de signature du présent arrêté, la Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier est agréée en qualité d'Institution mutualiste ou coopérative d'Épargne et de Crédit conformément à l'article 9 de la loi précitée sous le numéro A-1.1.1/05-8.

Art. 2. – Le présent agrément ne peut être ni cédé, ni prêté ou justifier la création d'autres institutions de microfinance disposant de la même raison sociale, sous peine de l'application des sanctions prévues aux articles 10 et 78 de la loi précitée.

Art. 3. – La Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier est tenue de débiter ses activités de microfinance et d'en informer par écrit la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique au plus tard douze mois après la date de signature du présent arrêté. A défaut, le présent arrêté est annulé d'office.

Art. 4. – La Caisse d'Épargne et de Crédit Le Grenier est tenue de communiquer ses états financiers et son rapport d'activités au plus tard le 30 juin de l'année suivant chaque exercice comptable et toutes les fois que la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique le requerra.

Art. 5. – Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 octobre 2005.

BOHOUN Bouabré.

2007

DECISION D'ATTENTE n° 117 MEF. CAB. du 31 juillet 2007 portant nomination d'un inspecteur général adjoint des Finances au ministère de l'Economie et des Finances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 93-603 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois dans l'Administration de l'Etat et dans les Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 93-880 du 17 novembre déterminant le droit du logement ou à une indemnité contributive au logement de certains fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-41 du 3 février 2005 portant nomination de l'Inspecteur général des Finances ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Sur proposition de l'inspecteur général des Finances,

DECIDE :

Article premier. – ANGUIE Anguié, mle 144 181-Q, administrateur des services financiers, est nommé inspecteur général adjoint des Finances, au ministère de l'Economie et des Finances.

Art. 2. – Conformément au décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances, l'intéressé a rang de directeur général adjoint d'Administration centrale.

A cet effet, la présente décision fera l'objet d'une régularisation par décret pris en Conseil des ministres, sur rapport du ministre de l'Economie et des Finances, pour être conforme aux exigences réglementaires en la matière.

Art. 3. – L'inspecteur général des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 31 juillet 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 241 MEF. CAB. du 1^{er} août 2007 portant création et organisation du Comité de suivi financier du Programme de sortie de crise.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'instruction n° 227 MDPMEF. DGTCP. CE du 12 juillet 2006 applicable aux dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement et autres opérations d'urgence,

ARRETE :

Article premier. – Il est institué sous l'autorité du ministre de l'Economie et des Finances, un Comité de suivi financier du programme de sortie de crise.

Art. 2. – Le Comité est chargé, sous l'autorité du ministre de l'Economie et des Finances, d'assurer :

– Le suivi de l'évolution financière du programme de sortie de crise ;

– L'évaluation des besoins de trésorerie en rapport avec les services financiers des projets du Programme de sortie de crise ;

– La programmation optimale des approvisionnements en ressources nécessaires au bon fonctionnement du Programme de sortie de crise ;

– Le suivi de l'utilisation des ressources par les projets du Programme de sortie de crise ;

– L'établissement du bilan financier d'exécution en rapport avec les services financiers des projets du Programme de sortie de crise ;

– Le suivi de la mobilisation des financements du Programme de sortie de crise.

Art. 3. – Le Comité est composé de huit membres :

– Deux représentants du Cabinet du ministre de l'Economie et des Finances ;

– Deux représentants du Cabinet du Premier Ministre, chargé du Programme de sortie de crise ;

– Deux représentants de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique ;

– Un représentant de la Direction générale du Budget et des Finances ;

– Un représentant de la Direction du Contrôle financier.

Art. 4. – Le comité est présidé par le directeur de Cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. Il est assisté d'un conseiller technique ;

Un des représentants du Cabinet du Premier Ministre, chargé du Programme de sortie de crise assure la vice présidence du Comité.

Le secrétariat du Comité est assuré par un des représentants de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique.

Art. 5. – Une cellule technique est créée au sein du Comité. Cette cellule technique est composée de trois membres :

– Le conseiller technique du ministre de l'Economie et des Finances ;

– Le représentant de la Direction générale du Budget et des Finances ;

– Un des représentants de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique.

Art. 6. – Le Comité se réunit tous les 15 jours sur convocation de son Président.

La cellule technique tient des réunions hebdomadaires.

Art. 2. – Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature. Il sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 1^{er} août 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 669 MEF. CAB. du 10 décembre 2007 portant prorogation du mandat de l'Administrateur provisoire de Versus Bank.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA, notamment l'article 26 de son annexe ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 61 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 425 MEMEF. DGTCP. DT. du 1^{er} décembre 2003 portant agrément de Versus Bank inscrit sur la liste des banques de l'UMOA sous le numéro A 0112 R ;

Vu l'arrêté n° 191 MDPMEF. CAB. du 2 août 2006 portant nomination d'un administrateur provisoire de Versus Bank ;

Vu la décision n° 382 CB/P du 14 novembre 2007 portant avis favorable de la Commission bancaire à une demande de prorogation de la durée de l'Administration provisoire de Versus Bank,

ARRETE :

Article premier. – Le mandat de M. KONE Fernand Mamadou, administrateur provisoire de Versus Bank, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 2. – La mission et les pouvoirs de l'administrateur provisoire, tels que définis par l'arrêté n° 191/MDPMEF. CAB. du 2 août 2006, restent inchangés.

Art. 3. – Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire, l'Administrateur provisoire ainsi que le Comité de Suivi de l'administration provisoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 670 MEF. CAB. du 10 décembre 2007 portant prorogation du mandat du Comité de Suivi de l'Administration provisoire de Versus Bank.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA, notamment l'article 26 de son annexe ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 61 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 425/MEMEF. DGTC. DT. du 1er décembre 2003 portant agrément de Versus Bank inscrit sur la liste des banques de l'UMOA sous le numéro A 0112 R ;

Vu l'arrêté n° 192/MDPMEF. CAB. du 2 août 2006 portant création et attributions du Comité de suivi de la mise sous surveillance rapprochée de Versus Bank avec une administration provisoire ;

Vu la décision n° 382 CB/P du 14 novembre 2007 portant avis favorable de la Commission bancaire à une demande de prorogation de la durée de l'Administration provisoire de Versus Bank,

ARRETE :

Article premier. – Le mandat du Comité de Suivi de la mise sous surveillance rapprochée de Versus Bank avec une administration provisoire est prorogé jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 2. – Les attributions du Comité de Suivi tels que définis par l'arrêté n° 192/MDPMEF. CAB. du 2 août 2006, restent inchangées.

Art. 3. – Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire, l'Administrateur provisoire ainsi que le Comité de Suivi de l'Administration provisoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

**MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

DECISION n° 41 MIPARH. CAB. du 25 octobre 2007 portant nomination de M. DABA Alagnon Joseph, mle 142 308-M ingénieur des Techniques agricoles option Elevage en qualité de chef de centre d'Apprentissage de Perfectionnement et de Production (CAPP) de Bingerville.

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 81-642 du 5 août 1981 modifiant les articles 2 et 3 du décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative des frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-471 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Vu les nécessités de service,

DECIDE :

Article premier. – Est nommé chef du Centre d'Apprentissage de Perfectionnement et de Production (CAPP) de Bingerville M. DABA Alagnon Joseph, mle 142 308-M, ingénieur des Techniques agricoles option Elevage de 2^e classe 1^{er} échelon.

Art. 2. – L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. – Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 25 octobre 2007.

DOUATI Alphonse.

**MINISTERE DE LA CONSTRUCTION,
DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT**

2007

ARRETE n° 07-04 MCUH. DDU. SDADB. KKN. portant radiation de la clause d'affectation à « usage exclusivement agricole » des parcelles de terrain de 120 000 et 113 490 mètres carrés sises à Abidjan route Grand-Bassam (titres fonciers n° 9218 et 9219 de Bingerville).

LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT,

Vu la loi n° 62-253 du 21 juillet 1965 relative aux plans d'urbanisme ;

Vu le décret n° 71-74 du 16 février 1971 relatif aux procédures domaniales et foncières ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-472 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu l'arrêté n° 2164 du 9 juillet 1936 modifié par l'arrêté n° 83 du 31 janvier 1938 réglementant l'aliénation des terrains domaniaux ;

Vu la demande de radiation du 28 août 2006 de M. MENSAH John Joseph de la clause d'affectation à « usage exclusivement agricole » ;

Vu l'état foncier n° 28991/2006 du 3 août 2006, délivré par le Conservateur de la Propriété foncière indiquant que le terrain de 120 000 mètres carrés (titre foncier n° 9218 de Bingerville) appartient à M. MENSAH John et est à « usage exclusivement agricole » ;

Vu l'état foncier n° 28992/2006 du 3 août 2006, délivré par le Conservateur de la Propriété foncière indiquant que le terrain de 113 490 mètres carrés (titre foncier n° 9219 de Bingerville) appartient aux consorts Denoo et est à « usage exclusivement agricole » ;

Vu que les parcelles de terrains en cause font l'objet des titres fonciers n°s 9218 et 9219 de Bingerville ;

Sur proposition du directeur du Domaine urbain,

ARRETE :

Article premier. – La clause d'affectation à « usage exclusivement agricole » des parcelles de terrain de 120 000 mètres carrés objet du titre foncier numéro 9218 de Bingerville et 113 490 mètres carrés, objet du titre foncier numéro 9219 de Bingerville, sises à Abidjan route Grand-Bassam est radiée à partir de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. – La radiation de la clause stipulée à l'article premier est effectuée franc et quitte de toute dette et de toute charge, conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 juillet 1936.

Art. 3. – Le directeur du Domaine, de la Conservation foncière, du Timbre et de l'Enregistrement est autorisé à annuler toute consignation et inscription relative à cette clause.

Art. 4. – Le directeur du Domaine urbain est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 7 décembre 2007.

Marcel AMON-TANO.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS

2007

DECRET n° 2007-508 du 13 juin 2007 portant organisation du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

Sur rapport du ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs dispose, outre le Cabinet, de Services rattachés, de structures techniques et consultatives, de directions centrales, de directions générales, ainsi que de services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE PREMIER

Le Cabinet

Art. 2. – Le Cabinet comprend :

- Un directeur de Cabinet ;
- Un directeur de Cabinet adjoint ;
- Un chef de Cabinet ;
- Huit conseillers techniques ;
- Six chargés d'Etudes ;
- Deux chargés de Missions ;
- Un attaché de Cabinet ;
- Un chef du secrétariat particulier.

CHAPITRE II

Les services rattachés

Art. 3. – Sont rattachés au Cabinet du ministre, les services suivants :

- L'Inspection générale de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;
- La Cellule-Projet d'Insertion des Jeunes ;
- La Cellule-Projets des Infrastructures socio-sportives.

Art. 4. – L'Inspection générale de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

L'Inspection générale de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs est chargée :

– Des missions d'inspection et de contrôle des administrations et des services, notamment de l'utilisation efficiente des ressources humaines, financières et matérielles ;

– Du contrôle et de l'évaluation pédagogiques des enseignements d'éducation civique, d'éducation physique et sportive, de l'éducation permanente et du personnel d'encadrement des activités de jeunesse, de sport et des loisirs, en collaboration avec les ministères chargés d'Education et de Formation ;

– De l'évaluation des programmes de formation des personnels ;

– Du suivi et de l'évaluation des activités des directions générales, centrales, régionales et départementales et des centres nationaux d'éducation civique.

Elle comprend deux inspecteurs généraux, à savoir :

- L'inspecteur général chargé de la Jeunesse ;
- L'inspecteur général chargé des Sports.

Les inspecteurs généraux sont nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Le ministre désigne, par arrêté, un des inspecteurs généraux pour assurer la coordination de l'Inspection générale.

En outre, l'Inspection générale de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs comprend dix inspecteurs de ministère.

Les inspecteurs de ministère sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 5. – Les Cellules-Projets.

Les Cellules-Projets sont au nombre de deux. Ce sont :

- La Cellule-Projets d'Insertion des Jeunes ;
- La Cellule-Projets des Infrastructures socio-sportives.

Elles sont chargées, en liaison avec les directions concernées :

- De la recherche de financements en vue de la mise en œuvre des différents projets ;
- De la recherche de partenariats ;
- Du suivi des études et des évaluations des projets.

Elles sont dirigées par des chefs de projets ayant rang de conseiller technique de cabinet ministériel et nommés par arrêté du ministre.

Chaque cellule comporte deux divisions :

- Une division chargée de la recherche de financements et de partenariats ;
- Une division chargée du suivi des Etudes et évaluations des projets.

Les divisions sont dirigées par des chefs de projets adjoints ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale, nommés par arrêté du ministre.

CHAPITRE III

Les structures techniques et consultatives

Art. 6. - Sont rattachées au cabinet du ministre, les structures techniques et consultatives suivantes :

- Le Comité national olympique de Côte d'Ivoire ;
- Le Conseil national des Sports ;
- Le Conseil de l'Ordre du Mérite sportif ivoirien ;
- Le Conseil national de la Jeunesse ;
- Le Conseil National du Mérite de la Jeunesse ;
- Le Conseil national du Civisme ;
- Le Comité national de Lutte anti-dopage.

Art. 7. - Le Comité national olympique de Côte d'Ivoire (CNO-CI).

Le Comité national olympique de Côte d'Ivoire est chargé :

- De vulgariser, de promouvoir les principes fondamentaux de l'olympisme au niveau national dans le cadre des activités sportives ;

- D'encourager le développement du sport de haut niveau ainsi que du sport pour tous ;

- D'organiser la représentation de la Côte d'Ivoire aux Jeux Olympiques et aux compétitions multi-sports régionales, continentales ou mondiales patronnées par le Comité International Olympique (CIO).

Le Comité national Olympique de Côte d'Ivoire est dirigé par un secrétaire permanent nommé par arrêté du ministre.

Art. 8. - Le Conseil National des Sports (CNS).

Le Conseil National des Sports est chargé :

- D'émettre des avis sur les orientations de la politique sportive et des loisirs ;

- D'émettre des avis sur les différents dossiers d'investissement qui lui sont soumis par le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;

- De favoriser la concertation entre les Administrations chargées respectivement de l'enseignement, de la formation et des sports.

Le Conseil National des Sports est présidé par le ministre ou son représentant.

Art. 9. - Le Conseil de l'Ordre du Mérite Sportif Ivoirien (COMSI).

Le Conseil de l'Ordre du Mérite Sportif Ivoirien est chargé de récompenser les sportifs les plus méritants et les personnes qui se sont distinguées par leur contribution au développement du sport, au plan national et international.

Il est composé d'anciens sportifs, de cadres du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs, d'anciens dirigeants de clubs sportifs et/ou des fédérations sportives.

Il est animé par un secrétariat général assuré par la direction générale des Sports.

Art. 10. - Le Conseil National de la Jeunesse (CNJ).

Le Conseil national de la Jeunesse est une entité fédératrice et représentative de toutes les structures de promotion de la Jeunesse.

Il est composé des représentants des pouvoirs publics, des représentants des fédérations de jeunesse, d'éducation permanente et des partenaires sociaux œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.

Le Conseil national de la Jeunesse est chargé de donner son avis sur toutes les questions qui intéressent la Jeunesse.

Il est présidé par le ministre ou son représentant.

Art. 11. - Le Conseil National du Mérite de la Jeunesse (CNMJ).

Le Conseil national du Mérite de la Jeunesse est chargé :

- De donner son avis sur toutes les études et questions relatives à la promotion du Programme du Mérite ;

- D'assurer la promotion du Programme du Mérite sur l'étendue du Territoire ;

- D'aider au financement de la promotion du Programme du Mérite.

Le Programme du Mérite de la Jeunesse s'adresse aux jeunes de 16 à 35 ans, en particulier les jeunes non scolarisés, déscolarisés ou chômeurs.

Il leur offre des possibilités variées et non compétitives d'activités dans les quatre secteurs opérationnels suivants :

- Altruisme ;

- Aptitudes et intérêts ;

- Expéditions ;

- Loisirs sportifs.

Le Conseil national du Mérite de la Jeunesse est présidé par le ministre ou son représentant.

Art. 12. - Le Conseil National du Civisme (CNC).

Le Conseil national du Civisme est chargé de :

- Disposer, en permanence, de symboles permettant de répondre aux exigences de la République et du Citoyen ;

- Créer un sentiment d'attachement intime du citoyen aux représentations de la République ;

- Eveiller et affermir la conscience citoyenne et républicaine ;

- Marquer d'une empreinte symbolique les Institutions de la République et le domaine de l'Etat ;

- Emettre des avis sur toutes les questions ou textes législatifs ou réglementaires touchant au civisme.

Le Conseil national du Civisme est une entité fédératrice et représentative de toutes les structures de promotion du civisme. Il est composé de représentants des pouvoirs publics, de représentants des fédérations de civisme et des partenaires sociaux œuvrant dans le domaine du civisme.

Le Conseil National du Civisme est doté d'un secrétariat permanent dirigé par un secrétaire permanent nommé par arrêté du ministre.

Il est présidé par le ministre ou son représentant.

Art. 13. – Le Comité National de Lutte Anti-Dopage (CNLAD).

Le Comité national de Lutte Anti-Dopage assiste le Gouvernement dans la mise en œuvre de la politique nationale de lutte anti-dopage.

A ce titre, il est chargé de :

– Lutter contre le dopage en milieu sportif scolaire, universitaire et associatif ;

– Veiller à la sauvegarde des valeurs éthiques du sport et à la protection de la santé des sportifs ;

– Informer le personnel médical sur les classes de substances et les méthodes interdites du dopage ;

– Sensibiliser les fédérations et les associations sportives sur les méfaits du dopage ;

– Assurer l'information des encadreurs sportifs, la sensibilisation des journalistes et de la population sur la lutte anti-dopage ;

– Elaborer les projets d'organisation des campagnes de sensibilisation de lutte contre le dopage ;

– Elaborer les programmes d'activités et le budget nécessaire à leurs réalisations ;

– Veiller à l'application des recommandations des organisations internationales de lutte anti-dopage ;

– Œuvrer à la création et à la gestion d'un laboratoire national de contrôle anti-dopage.

Le Comité National de Lutte Anti-Dopage (CNLAD) dispose, pour son fonctionnement, d'un bureau, d'un secrétariat permanent et d'un laboratoire.

Le secrétaire permanent est nommé par arrêté du ministre.

CHAPITRE IV

Les directions centrales rattachées au Cabinet

Art. 14. – Les directions centrales rattachées au Cabinet sont au nombre de dix. Ce sont :

– La direction des Affaires administratives et financières ;

– La direction de la Planification et de l'Informatique ;

– La direction de la Communication, de la Documentation et des Archives ;

– La direction des Loisirs ;

– La direction de la Réglementation et du Contentieux ;

– Et la direction de la Médecine sportive.

Elles sont dirigées par des directeurs d'Administration centrale nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Les directeurs sont assistés par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

Art. 15. – La direction des Affaires administratives et financières.

La direction des Affaires administratives et financières est chargée :

– De la préparation et de l'exécution du budget ;

– De la gestion des ressources humaines et financières ;

– De la gestion des équipements et du matériel technique ;

– Du contrôle de la gestion des services et établissements relevant du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

Elle comprend trois sous-directions :

– La sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;

– La sous-direction des Ressources humaines ;

– La sous-direction des Moyens généraux.

Art. 16. – La direction de la Planification et de l'Informatique.

La direction de la Planification et de l'Informatique est chargée :

– De la coordination et du suivi des plans de développement des activités de Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;

– De la coordination et du suivi des plans de développement des infrastructures socio-éducatives, sportives et de loisirs ;

– De l'informatisation des services et de la constitution de banques de données informatiques ;

– De la maintenance du matériel informatique et de reprographie.

Elle comprend quatre sous-directions :

– La sous-direction de la Planification des Activités ;

– La sous-direction de l'Informatique ;

– La sous-direction de la Planification des Infrastructures sportives et socio-éducatives ;

– La sous-direction de la Planification, des Ressources humaines.

Art. 17. – La direction de la Communication, de la Documentation et des Archives.

La direction de la Communication, de la Documentation et des Archives est chargée de :

– La collecte, du traitement et de la diffusion de l'information ;

– La communication entre le ministère et tous les partenaires intervenant dans l'exercice de ses prérogatives ;

– La circulation de l'information entre les différents services du ministère ;

– La gestion des systèmes d'Information, de Documentation et d'Archivage ;

– La gestion des relations du ministère avec les médias ;

– La conception et de la gestion du site WEB du ministère.

Elle comprend deux sous-directions :

– La sous-direction de la Communication ;

– La sous-direction de la Documentation et des Archives.

Art. 18. – La direction des Loisirs.

La direction des Loisirs est chargée :

– De la mise en œuvre et du suivi des programmes du ministère en matière de loisirs ;

- De la réglementation en matière de création d'institutions de loisirs ;
- Du contrôle de toute activité de loisirs au plan national ;
- De la promotion des activités socio-éducatives ;
- De la formation et du perfectionnement du personnel d'animation et d'encadrement des activités de loisirs ;
- De la création et de la gestion des centres communautaires de loisirs éducatifs.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction des Etudes et des Projets de Loisirs ;
- La sous-direction de la Promotion des Loisirs ;
- La sous-direction des Activités socio-éducatives.

Art. 19. - La direction de la Réglementation et du Contentieux.

La direction de la Réglementation et du Contentieux est chargée :

- De la réglementation en matière de la pratique des activités de jeunesse socio-éducatives physiques et sportives ;
- De l'examen des demandes d'établissement des agréments des associations de jeunesse, du sport et des loisirs ;
- Du traitement de la fiscalité sportive ;
- Du respect des normes en matière d'équipements et d'infrastructures de jeunesse, d'institutions socio-éducatives et sportives ;
- De l'analyse des contentieux dans les domaines des activités de jeunesse, du sport et des loisirs.

Elle est dirigée par un directeur d'Administration centrale nommé par décret pris en Conseil des ministres.

La direction de la Réglementation et du Contentieux comprend :

- Une sous-direction chargée de la Réglementation ;
- Une sous-direction chargée du Contentieux.

Les sous-directeurs sont nommés par arrêté du ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

Art. 20. - La direction de la Médecine du Sport.

La direction de la Médecine du Sport est chargée :

- De l'organisation et de la promotion de la Médecine du sport ;
- De la coordination et du contrôle des services médicaux dépendant, du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;
- Du contrôle des services médicaux des fédérations sportives nationales et autres organismes agréés ;
- De la surveillance médicale des sportifs de haut niveau ;
- Du suivi des pratiquants du sport et des loisirs pour tous, en relation avec le Comité national de Lutte Anti-Dopage ;
- De la recherche en biologie et en médecine en relation avec les facultés de médecine des universités et des instituts de recherche.

Elle est dirigée par un directeur d'Administration centrale et nommé par décret pris en Conseil des ministres.

La direction de la Médecine du Sport comprend :

- La sous-direction de Traumatologie ;
- La sous-direction de Kinésithérapie ;

- La sous-direction de Contrôle d'Aptitudes ;
- La sous-direction de Médecine générale.

Les sous-directeurs sont nommés par arrêté du ministre.

CHAPITRE V

Les directions générales

Art. 21. - Les directions générales sont au nombre de deux. Ce sont :

- La direction générale de la Jeunesse ;
- La direction générale des Sports.

Elles sont dirigées par des directeurs généraux nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Au plan international, elles collaborent avec les organisations intergouvernementales traitant des questions de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs notamment : la conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays ayant le français en partage (CONFESJES), le Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

Art. 22. - La direction générale de la Jeunesse.

Elle est chargée, en liaison avec les organisations de Jeunesse et d'Education civique, de la coordination et de la supervision des activités de Jeunesse.

Elle collabore avec le Conseil national de la Jeunesse, le Conseil national du Mérite de la Jeunesse et le Conseil National du Civisme.

Elle définit et planifie les stratégies en matière de Jeunesse, d'Education civique et des infrastructures socio-éducatives y afférent.

Elle comprend trois directions :

- La direction de la Vie associative et de la Protection de la Jeunesse ;
- La direction de la Promotion des Jeunes ;
- La direction de l'Education civique des Jeunes.

Elles sont dirigées par des directeurs d'Administration centrale nommés par décret pris en Conseil des ministres.

les directeurs sont assistés par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre.

Art. 23. - La direction de la Vie associative et de la Protection de la Jeunesse est chargée :

- Du développement du mouvement associatif ;
- De l'organisation, de la réglementation, de la tutelle, du contrôle et de l'évaluation des organisations et mouvements des jeunes ;
- De la coopération avec les réseaux de jeunesse à travers le monde ;
- De l'animation, de la gestion des institutions socio-éducatives, notamment les foyers de jeunes, les auberges de jeunesse, les centres d'information et de documentation ainsi que des centres d'écoute et de jeunesse ;
- De la coordination des activités de sensibilisation en matière de santé sexuelle et de la reproduction ;
- De la coordination des activités de sensibilisation en matière de fléaux sociaux en milieu jeune, notamment les stupéfiants, les drogues et produits divers.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction de la Vie associative ;
- La sous-direction de l'Encadrement des Jeunes ;
- La sous-direction de la Prévention sanitaire et de la Protection sociale.

Art. 24. - La direction de la Promotion des Jeunes.

La direction de la Promotion des Jeunes est chargée :

- De l'éducation, de la promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- De la conception et du suivi de la mise en œuvre des activités de promotion sociale des jeunes ;
- De la définition et du suivi de la mise en œuvre des stratégies d'insertion économique des jeunes ;
- Du développement des stratégies de lutte contre la pauvreté en milieu jeune ;
- Du suivi de la promotion de l'auto-emploi des jeunes ;
- Du suivi de l'accompagnement des jeunes dans la conception de leurs projets d'activités génératrices de revenus.

Elle comprend deux sous-directions :

- La sous-direction chargée du suivi des projets ;
- La sous-direction chargée du suivi des initiatives et de l'insertion économique des jeunes.

Art. 25. - La direction de l'Education civique des Jeunes.

la direction de l'Education civique des Jeunes est chargée :

- De la définition et de la mise en œuvre de l'éducation civique ;
- De l'organisation des actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie, de responsabilité, d'esprit et de comportements civiques ;
- Du développement des activités d'éducation civique ;
- De l'éducation à la vie, de l'exercice à la démocratie, au dialogue des cultures et des civilisations ;
- De la promotion du volontariat national et des actions communautaires ;
- Du développement du sentiment national et de l'esprit civique ;
- De la gestion des Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse.

Elle comprend quatre sous-directions :

- La sous-direction de la Promotion du Civisme et du Mérite de la Jeunesse ;
- La sous-direction chargée de la coordination des activités des Centres nationaux de l'Education civique de la Jeunesse ;
- La sous-direction des Actions et Programmes communautaires ;
- La sous-direction de la Formation à l'Education civique.

Art. 26. - La direction générale des Sports.

La direction générale des Sports est chargée de la supervision et de la coordination de la politique nationale des sports.

Elle collabore avec le Comité national olympique de Côte d'Ivoire, le Centre national des Sports, le Conseil de l'Ordre du Mérite sportif ivoirien et le Comité national de Lutte Anti-Dopage.

Elle définit et planifie les stratégies en matière de sport et des infrastructures y afférent.

Elle comprend deux directions :

- La direction des Sports de Haut Niveau ;
- La direction des Sports de Masse.

Elles sont dirigées par des directeurs d'Administration centrale nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Les directeurs sont assistés par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

Art. 27. - La direction des Sports de Haut Niveau.

La direction des Sports de Haut Niveau est chargée :

- Du suivi de la gestion administrative et financière des fédérations sportives ;
 - De la professionnalisation du sport ;
 - De la promotion d'une industrie du sport ;
 - Du suivi et du perfectionnement des athlètes ;
 - Du suivi et de l'évaluation des compétitions nationales et internationales ;
 - Du perfectionnement des encadrateurs et des cadres fédéraux.
- Elle comprend cinq sous-directions :
- La sous-direction de la Vie fédérale ;
 - La sous-direction des Compétitions sportives ;
 - La sous-direction de la Professionnalisation du Sport ;
 - La sous-direction du Suivi et du Perfectionnement des athlètes ;
 - La sous-direction de la Promotion de l'Industrie du Sport.

Art. 28. - La direction des Sports de Masse.

La direction des Sports de Masse est chargée :

- De l'organisation, de la programmation et de l'évaluation de l'éducation physique et sportive dans les différents ordres d'enseignements ;
- De l'organisation du sport dans les collectivités territoriales ;
- De la promotion du sport en faveur des couches sociales défavorisées.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction de l'Education physique ;
- La sous-direction de l'Animation sportive ;
- La sous-direction Genre et Sport.

CHAPITRE VI

Les services extérieurs

Art. 29. - Les services extérieurs comprennent :

- Les directions régionales de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;
- Les directions départementales de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs ;
- Les Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse.

Les directeurs régionaux, les directeurs départementaux et les directeurs des Centres d'Education civique de la Jeunesse sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 30. – Les directions régionales.

les directions régionales sont chargées de la coordination et de la mise en œuvre des programmes du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs dans leurs circonscriptions administratives ;

– Elles sont placées sous l'autorité des directeurs régionaux et ont leur siège au chef-lieu de chaque région.

Art. 31. – Les directions départementales.

les directions départementales sont chargées de la mise en œuvre des programmes du ministère dans leurs circonscriptions administratives.

Les directions départementales sont placées sous l'autorité des directeurs départementaux qui rendent compte, par rapport trimestriel d'activités, aux directeurs régionaux.

Les directions départementales ont leurs sièges aux chefs-lieux des départements qui ne sont pas des chefs-lieux de région.

Art. 32. – Les Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse.

Les Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse sont placés sous l'autorité des chefs de centres qui ont rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Les chefs des Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse rendent compte, par rapport trimestriel d'activités, aux directeurs régionaux.

CHAPITRE VII***Les Etablissements publics nationaux et Organismes sous-tutelle.***

Art. 33. – Le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs exerce la tutelle et le contrôle technique des établissements et organismes dont les missions relèvent de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE VIII***Dispositions finales***

Art. 34. – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, notamment le décret n° 2006-36 du 8 mars 2006.

Art. 35. – Le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 13 juin 2007.

Laurent GBAGBO.

**MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME
ET DES AFFAIRES SOCIALES**

ARRETE n° 294 MFFAS. CAB. portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la Cellule Genre du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 10 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-569 du 10 août 2007 portant organisation du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

Vu les nécessités du service ;

Vu l'urgence,

ARRETE :

Article premier. – La dénomination

Il est créé au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, une cellule chargée de la mise en œuvre de la politique de la Promotion du Genre, de l'Egalité et de l'Equité, dénommée Cellule Genre.

Art. 2. – Le service de rattachement

La Cellule Genre est rattachée au Cabinet.

Art. 3. – Les missions

La Cellule Genre a pour missions de veiller au respect de l'équité et de l'égalité entre les sexes.

A ce titre, la Cellule est chargée de :

– Veiller à la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et ou projets du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

– Veiller à l'inscription de cet engagement dans les missions et attributions du ministère.

Art. 4. – La composition

La Cellule Genre comprend :

- Un Comité de Pilotage ;
- Un secrétariat technique permanent.

Art. 5. – Le Comité de pilotage.

L'organisation, les attributions et le fonctionnement du Comité de pilotage se définissent comme suit :

Art. 6. – L'organisation

Le Comité de Pilotage est constitué de :

– Un Président : le ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ou son représentant.

– Des membres :

Un représentant de chacune des structures du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales (Cabinet, directions centrales, directions régionales, Institut national de Formation sociale).

Art. 7. – Les attributions

Le Comité de Pilotage a pour rôle de :

– Donner les grandes lignes d'orientation pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel d'activités qui sera mis en œuvre par la Cellule Genre du ministère avec l'appui de la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) ;

– Adopter le plan d'activités et le budget prévisionnel annuels de la Cellule, sur proposition du secrétariat technique ;

– Approuver le rapport d'activités de la Cellule sur proposition du secrétariat technique.

Art. 8. – Le fonctionnement

– Le Comité de Pilotage se réunit quatre fois par an et en cas de nécessité sur convocation de son président ;

– Il associe les membres du secrétariat technique à ses réunions ;

– Chaque membre du Comité de Pilotage doit veiller à la réalisation des objectifs de la Cellule au niveau de sa structure.

Art. 9. – *Le secrétariat technique*

L'organisation, les attributions et le fonctionnement du secrétariat technique se définissent comme suit :

Art. 10. – *L'organisation*

Le Secrétariat technique est composé de :

- Un secrétaire technique appelé Point Focal Genre, responsable du secrétariat technique ;
- Quatre autres représentants, membres du secrétariat technique.

Art. 11. – *Les attributions*

Le secrétariat technique est la structure opérationnelle. Il est chargé de :

- Identifier les besoins en formation en genre et Développement du personnel du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;
- Elaborer le programme quinquennal, le plan annuel et le budget d'activités de la Cellule en matière d'Egalité et de Genre ;

– Arrêter le budget de la Cellule pour prévoir son inscription au budget de l'Etat ;

– Informer et sensibiliser le personnel des autres structures (Cabinet, directions centrales, directions régionales, INFS) du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales sur l'approche Genre ;

– Exécuter le programme de la Cellule ;

– Restituer les recommandations des formations et réunions périodiques sur le concept Genre dans les structures de base ;

– Elaborer un rapport sur la mise en application du concept Genre au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

– Soumettre au Comité de Pilotage pour approbation et adoption le rapport, le plan et le budget annuels d'activités de la Cellule ;

– Participer aux réunions périodiques organisées par la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre ;

– Suivre et évaluer l'intégration de l'approche genre dans les activités du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 12. – *Le fonctionnement*

Le fonctionnement du Secrétariat technique se résume à :

– Tenir des réunions périodiques ;

– Exécuter le programme de la Cellule ;

– Restituer les recommandations des formations et réunions périodiques sur le concept Genre dans les structures de base ;

– Elaborer un rapport sur la mise en application du concept Genre au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

– Préparer et assurer le secrétariat des réunions du comité de pilotage ;

– Soumettre au Comité de Pilotage pour approbation et adoption le rapport, le plan et le budget annuels d'activités de la Cellule ;

– Collaborer avec la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) comme suit :

- * la DEPG appuie, conseille la Cellule dans ses missions ;
- * le concours de la DEPG peut être sollicité en cas de besoin.

Art. 13. – *Le financement*

Les ressources nécessaires aux activités de la Cellule sont imputables au budget de l'Etat.

Un financement additionnel peut provenir d'un appui extérieur.

Dispositions finales

Art. 14. – Les fonctions assurées par les membres du Comité de Pilotage et du secrétariat technique ne sont susceptibles d'aucune rémunération. cependant des indemnités pourraient être octroyées en cas de nécessité, notamment les missions et les réunions statutaires.

les montants de ces indemnités seront fixés par arrêté du ministre.

Art. 15. – Le temps consacré aux activités de la Cellule fait partie de celui imparti pour l'exécution des tâches habituelles des personnes nommées, dans leur service d'origine.

Art. 16. – La composition nominative de la Cellule sera précisée par arrêté du ministre.

Art. 17. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 octobre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

ARRETE n° 529 MI. DGAT. DAG. SDVA. portant autorisation et fonctionnement de l'association étrangère dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE ».

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-07 du 17 janvier 2007 portant organisation du ministère de l'Administration du Territoire ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le dossier présenté par l'association dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE », 06 B.P. 1331 Abidjan 06 ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité objet du rapport n° 1238 MS. DGNP. DRG. DEA/C en date du 3 janvier 2007, du directeur général de la Police nationale,

ARRETE :

Article premier. – Sont autorisés, la constitution et le fonctionnement d'une association étrangère dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE », dont le siège est fixé à Abidjan-Cocody Mermoz, villa n° 35.

Art. 2. – Le bureau exécutif de l'association dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE » est représenté à Abidjan par M. YAVO Noël Michel Minien Assomant.

Art. 3. – L'association étrangère dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE » a pour objets :

- de promouvoir et d'administrer le système GS 1 en Côte d'Ivoire pour une meilleure identification et codification des produits ;
- De contrôler et coordonner l'introduction du système GS 1 en Côte d'Ivoire ;
- De vulgariser l'utilisation des systèmes Electronic Product Code (EPC), Global Data Synchronisation network (GDSN) et tout autre outil proposé par le GS 1.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 4 octobre 2007.

Désiré TAGRO.

ATTESTATION n° 260/MINAGRI. DGDR. DOPA. portant agrément provisoire de la Coopérative des Producteurs agricoles de Fofonkaha « COOPRAFO ».

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES,

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives en son article 28 ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-71 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Agriculture ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des Coopératives ;

Vu l'arrêté n° 06 CAB. MINAGRI du 27 janvier 2005 portant autorisation accordée à titre exceptionnel à la DOPA pour signer les attestations d'agréments de coopératives des régions et départements n'ayant pas connu le redéploiement de l'Administration ;

Vu l'avis favorable après analyse du dossier par les services techniques de la DOPA,

ATTESTE :

Article premier. – Le Groupement agricole dénommé : Coopérative des Producteurs agricoles de Fofonkaha « COOPRAFO », 25 B.P. 1776 Abidjan 25 ayant son siège social et administratif à Fofonkaha, département de katiola, région de la Vallée du Bandama, est agréé provisoirement en qualité de coopérative agricole sous le n° 260 MINAGRI. DGDR. DOPA du 4 décembre 2006.

Art. 2. – Cette coopérative a pour objet la production et la commercialisation de l'anacarde.

Art. 3. – La présente attestation prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 4. – L'attestation n'a qu'une validité d'un an et doit être renouvelée chaque année.

Art. 5. – Dès l'installation de l'autorité préfectorale et du comité régional d'agrément des coopératives (CRAC), un arrêté devra être pris conformément à la loi coopérative, en remplacement de l'attestation d'agrément.

Abidjan, le 4 décembre 2006.

Noufou COULIBALY.

ARRETE n° 33 P. SP/CAB. portant agrément de la coopérative agricole de Gagny (COOPAGAGNY).

LE PREFET DE LA REGION DU BAS-SASSANDRA,

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, préfectures et sous-préfectures ;

Vu la loi n° 95-892 du 27 octobre 1995 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration Territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 91-10 du 16 janvier 1991 portant création de dix circonscriptions administratives ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives, notamment en ses articles 19, 20 et 21 ;

Vu le décret n° 2000-556 du 9 août 2000 portant délégation dans les fonctions de préfet de région ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID. du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique consultative d'Agrément des Coopératives en sa séance du travail du 27 février 2007,

ATTESTE :

Article premier. – Est agréée sous le n° 262/11-1-2, la coopérative dénommée COOPAGAGNY (coopérative agricole de Gagny), ayant son siège social à Gagny, sous-préfecture de San-Pédro, département de San-Pédro.

Art. 2. – Le présent arrêté prend effet à compter du jour de sa signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

San-Pédro, le 21 mars 2007.

Moïse ASSI Abaka

préfet hors grade.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 663 AT. DGAT. DAG. SDVA, le ministre de l'Administration du Territoire, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, donne aux personnes ci-dessous énumérées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit :

Mutuelle pour le Développement Economique et Social d'Akroukro (MUDESA).

L'Association dénommée : « Mutuelle pour le Développement Economique et Social d'Akroukro (MUDESA) » a pour objet :

- De regrouper tous les fils d'Akroukro en vue de créer entre eux un esprit d'unité et de solidarité ;
- D'amener les ressortissants d'Akroukro à participer au développement de leur village ;
- D'organiser des rencontres fraternelles au village.

Siège : Akroukro, sous-préfecture de Kokumbo.

Adresse : B.P. 174 Yamoussoukro.

Abidjan, le 9 novembre 2006.

Président

KAKOU Kouassi Denis.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 66 INT. DGAT. DAG. SDVA, le ministre de l'Intérieur, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, donne aux personnes ci-dessous énumérées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit :

Mouvement patriotique Akoundan-Oufle (MPAO).

L'Association dénommée : « Mouvement patriotique Akoundan-Oufle (MPAO) » a pour objets de :

- Revaloriser le patriotisme culturel du terroir ;
- Promouvoir la paix, la tolérance et le pardon ;
- œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des ivoiriens.

Siège : Abidjan-Yopougon, Ananeraie, lot 1322-B, îlot 54.

Abidjan, le 7 février 2008.

Président

KOUAME N'Guessan Théodore.

ATTESTATION n° 393/MINAGRI. DGDR. DOPA. portant agrément provisoire de la Coopérative WOBEL de Vavoua (COWOVA), filière : Café-cacao.

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES,

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives en son article 28 ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-71 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Agriculture ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des Coopératives ;

Vu l'arrêté n° 06 CAB. MINAGRI du 27 janvier 2005 portant autorisation accordée à titre exceptionnel à la DOPA pour signer les attestations d'agréments de coopératives des régions et départements n'ayant pas connu le redéploiement de l'Administration ;

Vu l'avis favorable après analyse du dossier par les services techniques de la DOPA,

ATTESTE :

Article premier. – Le Groupement agricole dénommé : Coopérative WOBEL de Vavoua, en abrégé COWOVA, ayant son siège social à Vavoua, département de Vavoua, région du Haut-Sassandra est agréé provisoirement en qualité de coopérative agricole sous le n° 393 MINAGRI. DGDR. DOPA du 10 septembre 2007.

Art. 2. – Cette coopérative a pour objet la production, la collecte, le stockage et la commercialisation du Café-cacao.

Art. 3. – La présente attestation prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 4. – L'attestation n'a qu'une validité d'un an et doit être renouvelée chaque année.

Art. 5. – Dès l'installation de l'autorité préfectorale et du Comité régional d'agrément des Coopératives (CRAC), un arrêté devra être pris conformément à la loi coopérative, en remplacement de l'attestation d'agrément.

Abidjan, le 10 septembre 2007.

Noufou COULIBALY.

ATTESTATION n° 415/MINAGRI. DGDR. DOPA. portant agrément provisoire de la Coopérative de Katiola « C.A.K. » filière : anacarde.

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES,

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives en son article 28 ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-71 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Agriculture ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des Coopératives ;

Vu l'arrêté n° 06 CAB. MINAGRI du 27 janvier 2005 portant autorisation accordée à titre exceptionnel à la DOPA pour signer les attestations d'agréments de coopératives des régions et départements n'ayant pas connu le redéploiement de l'Administration ;

Vu l'avis favorable après analyse du dossier par les services techniques de la DOPA,

ATTESTE :

Article premier. – Le Groupement agricole dénommé : Coopérative agricole de Katiola « C.A.K. », B.P. 319 Katiola, ayant son siège social à Katiola, département de Katiola, région de la Vallée du Bandama est agréé provisoirement en qualité de coopérative agricole sous le n° 415 MINAGRI. DGDR. DOPA du 11 décembre 2007.

Art. 2. – Cette coopérative a pour objet la production, la collecte, le stockage et la commercialisation de l'anacarde.

Art. 3. – La présente attestation prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 4. – L'attestation n'a qu'une validité d'un an et doit être renouvelée chaque année.

Art. 5. – Dès l'installation de l'autorité préfectorale et du Comité régional d'agrément des Coopératives (CRAC), un arrêté devra être pris conformément à la loi coopérative, en remplacement de l'attestation d'agrément.

Abidjan, le 11 décembre 2007.

Noufou COULIBALY.

ATTESTATION n° 424/MINAGRI. DGDR. DOPA. portant agrément provisoire de la Coopérative SEI-KADA de Vavoua, filière : Café-cacao.

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES,

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives en son article 28 ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-71 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Agriculture ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des Coopératives ;

Vu l'arrêté n° 06 CAB. MINAGRI du 27 janvier 2005 portant autorisation accordée à titre exceptionnel à la DOPA pour signer les attestations d'agréments de coopératives des régions et départements n'ayant pas connu le redéploiement de l'Administration ;

Vu l'avis favorable après analyse du dossier par les services techniques de la DOPA,

ATTESTE :

Article premier. – Le Groupement agricole dénommé : Coopérative SEI-KADA de Vavoua, B.P. 206 Vavoua, ayant son siège social à Vavoua, département de Vavoua, région du Haut-Sassandra est agréé provisoirement en qualité de coopérative agricole sous le n° 424 MINAGRI. DGDR. DOPA du 9 janvier 2008.

Art. 2. – Cette coopérative a pour objet la production, la collecte, le stockage et la commercialisation du Café et du cacao.

Art. 3. – La présente attestation prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 4. – L'attestation n'a qu'une validité d'un an et doit être renouvelée chaque année.

Art. 5. – Dès l'installation de l'autorité préfectorale et du Comité régional d'Agrément des Coopératives (CRAC), un arrêté devra être pris conformément à la loi coopérative, en remplacement de l'attestation d'agrément.

Abidjan, le 9 janvier 2008.

Noufou COULIBALY.

ARRETE n° 69 PA. SGI portant agrément de la coopérative agricole Anouané des producteurs de l'Indénié (CAAPI).

LE PREFET DE LA REGION DU MOYEN-COMOE,
PREFET DU DEPARTEMENT D'ABENGOUROU,

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, préfetures et sous-préfetures ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration Territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives, notamment en ses articles 19, 20 et 21 ;

Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation des pouvoirs des ministres aux préfets ;

Vu le décret n° 2001-360 du 27 juin 2001 portant délégation dans les fonctions de préfets de région et de département ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA. MID. du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique consultative d'Agrément des Coopératives en sa séance de travail du 16 novembre 2007.

ARRETE :

Article premier. – Est agréée sous le n° 117/711 la coopérative dénommée Coopérative agricole Anouané des Producteurs de l'Indénié (CAAPI) ayant son siège social à Appoiso, sous-préfecture d'Abengourou, département d'Abengourou.

Art. 2. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 6 décembre 2007.

KRAGBE François-Marie
préfet hors grade.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de dépôt de déclaration d'association n° 115 DA/DGA/2007 portant déclaration de SYNAONI.

LE GOUVERNEUR DU DISTRICT D'ABIDJAN,

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 2001-478 du 9 août 2001 portant statut du District d'Abidjan ;

Vu la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant code du travail en son article 51.4 ;

Vu la lettre confidentielle n° 102 PA. CAB. SG. D1 du 5 décembre 2007 de la Préfecture d'Abidjan,

ATTESTE :

Point 1. – A la date du 7 décembre 2007, M. ASSI Yao, secrétaire général, B.P. V 168 Abidjan, a effectué la déclaration du syndicat portant la dénomination : Syndicat National des Agents de l'Office National d'Identification (SYNAONI) dont le siège est fixé à Abidjan.

Point 2. – Il a déposé à l'appui de cette déclaration :

- 1 exemplaire de statuts ;
- 1 exemplaire du procès-verbal ;
- 1 exemplaire du règlement intérieur ;
- 1 exemplaire de la liste des membres du bureau.

Point 3. – Le présent récépissé sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 14 décembre 2007.

DJEDJI Amondji Pierre

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 96 INT. DGAT. DAG. SDVA, le ministre de l'Intérieur, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, donne aux personnes ci-dessous énumérées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit :

NID D'ESPOIR

L'Association dénommée : « Nid d'Espoir » a pour objets d'améliorer les conditions de vie des plus démunis en soutenant des projets de développement et d'auto-emploi.

Siège : Abidjan, Yopougon Niangon, lot n° 1635, îlot 22-A.

Adresse : 21 B.P. 4416 Abidjan 21.

Abidjan, le 11 février 2008.

Présidente
Mme DIAKITE Matenin.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 78 INT. DGAT. DC. SDER le ministre de l'Intérieur, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, donne aux personnes ci-dessous énumérées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit :

UNIVERSITÉ DES COLLECTIVITÉS (UC).

L'Association dénommée : « Université des Collectivités (UC) » a pour objets de :

- Sensibiliser et informer les acteurs locaux ;
- Former et renforcer les capacités des élus et agents des collectivités territoriales ;
- D'initier des études et des recherches appliquées au développement local.

Siège : Abidjan Cocody, boulevard Hassan II.

Adresse : 04 B.P. 945 Abidjan 04.

Abidjan, le 8 février 2008.

Président

COULIBALY Delinpeina Gervais.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 827 INT. DGAT. DAGP. SDVA., le ministre de l'Intérieur, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, donne aux personnes ci-dessous énumérées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit :

ONG CŒUR IVOIRE.

L'Association dénommée : « ONG Cœur Ivoire » a pour objet s :

- de soutenir les personnes du 3^e âge démunies ou abandonnées et promouvoir l'éducation des jeunes ;
- d'appuyer la gestion de la prise en charge des communautés rurales et stimuler le réflexe d'entraide et de solidarité ;
- d'identifier et élaborer des projets de concert avec les communautés bénéficiaires ;
- d'intégrer la femme rurale au développement, encadrer les enfants en difficulté et suivre et évaluer les projets.

Siège : Abidjan Adjamé Nord-Est, lot 158.

Adresse : 17 B.P. 543 Abidjan 17.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

Présidente

Mme BAMBA Virginie Mariame.

ARRETE n° 116 MEMT. DGAMP. du 4 avril 2007 portant agrément de la société SHIP Abidjan Services, en qualité d'avitailleur maritime ordinaire au Port Autonome d'Abidjan.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Vu la Constitution de la République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 61-349 du 9 novembre 1961 portant code de la Marine marchande ;

Vu la loi n° 88-651 du 7 juillet 1988 portant protection de la santé et de l'environnement contre les effets des déchets industriels et toxiques et nucléaires et des substances nocives ;

Vu la loi n° 91-999 du 27 décembre 1991 relative à la concurrence ;

Vu la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant code du travail ;

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements ;

Vu la loi n° 2004-271 du 15 avril 2004 portant loi de Finances pour la gestion 2004 ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-615 du 16 octobre 1997 portant réglementation de l'exercice de la profession d'avitailleur maritime dans les ports ivoiriens ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-50 du 22 mars 2006 portant organisation du ministère des Transports ;

Vu le dossier de demande d'agrément d'avitaillement maritime présenté par la société SHIP Abidjan Services ;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission d'agrément d'avitaillement maritime du 13 mars 2007 de la société SHIP Abidjan Services,

ARRETE :

Article premier. – La société SHIP Abidjan Services .

Capital : 20.000.000 de francs CFA ;

Siège social : Marcory Zone 4, Biétry, rue des majorettes ;

Responsable : DERGAM Dergam, de nationalité française ;

Adresse : 18 B.P. 2603 Abidjan 18, tel. : 21-35-69-57 ;

R.C. n° 201 749, CC n° 9612090-A, réf. bancaire : 10000051978011 (ECOBANK) est agréée en qualité d'avitaillement maritime ordinaire, au Port Autonome d'Abidjan pour une période de 5 ans, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. – Le présent agrément n'est valable que pour l'approvisionnement des navires en produits de consommation courante destinés aux membres d'équipages et en divers produits devant servir aux opérations de manutention bord. Il peut faire l'objet de legs, de location ou de cession.

Art. 3. – Le présent agrément d'avitailleur maritime ne dispense pas le bénéficiaire de toute (s) autorisation (s) prévue (s) par les lois et règlements en vigueur.

Art. 4. – L'exploitation du présent agrément est soumise au respect par la société SHIP Abidjan Services, de la réglementation nationale et internationale en vigueur en matière maritime, portuaire, douanière, fiscale, bancaire, monétaire, sanitaire environnementale, ainsi que les usages de la profession, et qui en informe ses clients.

La société SHIP Abidjan Services est responsable de tout préjudice causé par elle dans l'exercice de ses activités.

Toute infraction constatée sera sanctionnée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 5. – Aux fins de tenues statistiques et sous peine de sanction, le société SHIP Abidjan Services est tenue de déclarer trimestriellement à la direction générale des Affaires maritimes et portuaires, la liste de ses partenaires, la liste des sociétés de consignation les représentant, les produits livrés.

Art. 6. – Sous peine de sanction, toutes modifications des statuts de la société SHIP Abidjan Services, de la composition du conseil d'administration, tout changement de personnes habilitées à le représenter tout changement de gérant tout changement d'associé toute augmentation de capital, tout changement de lieu de siège, d'adresse doivent être notifiés à la direction générale des Affaires maritimes et portuaires dans un délai de 30 jours à compter de la date de cette modification ou de ce changement.

Art. 7. – Le renouvellement du présent agrément est soumis à l'exécution des obligations prescrites par le présent arrêté et à la réalisation des engagements pris par la société SHIP Abidjan Services.

Art. 8. – Le dossier de demande de renouvellement incluant un rapport d'activités doit parvenir à la direction générale des Affaires maritimes et portuaires 30 jours avant le terme échu du présent agrément.

Art. 9. – Le directeur général des Affaires maritimes et portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, 4 avril 2007

Abdel Aziz THIAM.
préfet hors grade.